

Sensibiliser aux violences subies



Le but de cette campagne est de souligner la normalité des relations amoureuses entre deux personnes de même sexe. OCEF

LGBTIQ Le canton lance sa première campagne de sensibilisation contre les violences faites aux personnes LGBTIQ.

Une pensée pour la famille sous la forme d'un message et d'une photo immortalisant un moment de complicité, de joie et d'amour. C'est la forme que prend la première campagne valaisanne de sensibilisation aux violences subies par les personnes LGBTIQ, qui a débuté hier, 17 mai, journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie. «Nous avons souhaité représenter des scènes parlant à tout un chacun», précise Isabelle Darbellay Métrailler, lors de la conférence de presse donnée hier au SPOT, à Sion. La cheffe de l'Office de l'égalité et de la famille ose le dire: le but de cette campagne est de souligner la normalité des relations amoureuses entre deux personnes de même sexe.

Un large public cible

Il se dégage de ces affiches une certaine douceur. Trop gentille, cette campagne? «Nous n'avons pas souhaité toucher les personnes engagées, déjà convaincues, ni les opposants, car une campagne ne pourra pas tout changer. Mais ces affiches s'adressent à cette majorité qui a voté pour le mariage pour tous, sans forcément s'engager au quotidien», précise

Isabelle Darbellay Métrailler. De plus, cette campagne aura une suite, qui prendra la forme de spots animés, diffusés à la rentrée 2022. Plus largement, cette opération s'inscrit dans le plan d'action lancé par le canton en début d'année, et dans le cadre duquel un nouveau poste a notamment été créé. Il est occupé par Aymeric Daltinge, collaborateur spécialisé sur la thématique LGBTIQ depuis le 1er avril.

Un manque de données

En 2021, les signalements pour crimes haineux visant les personnes LGBTIQ ont augmenté de 50% en Suisse. Depuis 2016, ces données sont récoltées par les associations faitières LGBTIQ, comme l'indique un article de «24 heures» et de la «Tribune de Genève». Les conclusions du rapport 2021 sont qualifiées «d'effrayantes». Sur les 92 signalements répertoriés, 44 ont eu lieu durant les quatre mois précédant la votation sur le mariage pour tous.

En Valais, il n'existe pas de statistiques renseignant ces actes de violence. «La proposition de chiffrer ces données avait été rejetée par le Grand Conseil. La discussion se rouvrira peut-être», suppose le conseiller d'Etat Mathias Reynard, pour qui le nombre de signalements montre aussi une libération de la parole. «Les personnes concernées osent plus dénoncer», observe-t-il. En Valais, elles peuvent le faire notamment auprès de l'association Alpagai, des centres SIPE, de la LAVI et de la police. **SABRINA ROH**